

Affaire suivie par :
Hubert BLONDLOT
Tél. 03.87.78.06.25
N/Réf. : 24-1496-Tv

Objet :
Télécommunications - Mise en place, renforcement,
suppression de réseau souterrain
V/Réf. :

Arrêté n°26-00480-SBC-PV
Portant permission de voirie

LE PRESIDENT DU DEPARTEMENT
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la demande complète en date du 01/07/2025 par laquelle Monsieur le Président, InfraCo1, domicilié(e) 150 rue Galliéni 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT sollicite l'autorisation de réaliser les travaux suivants sur le domaine public routier : Télécommunications (Mise en place, renforcement, suppression de réseau souterrain) - Régularisation suite à changement d'occupant à compter du 20/12/2024 - Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 19-00923-SBC-PV.,
Sur la(les) Route(s) Départementale(s) :

- D77A du PR0+0883 au PR0+0881
- D38 du PR0 au PR0+0966
- D155P du PR3+0529 au PR3+0739
- D155Z du PR0 au PR0+0670
- D955 du PR50+0779 au PR50+0797
- D38 du PR8+0492 au PR17+0191
- D999 du PR54+0235 au PR54+0240
- D22B du PR0 au PR2+0022
- D22 du PR 17+0103 au PR 18+0459
- D38 du PR21+0105 au PR28+0589

Sur le ban de :

- CHAMBREY, SALONNES, VIC-SUR-SEILLE, MOYENVIC, MARSAL, HARAUCOURT-SUR-SEILLE, SAINT-MEDARD, MULCEY, VAL-DE-BRIDE, GUEBESTROFF, DIEUZE, VERGAVILLE, BIDESTROFF, ZOMMANGE et CUTTING

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 3213-3 et 4,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L 2111, L 2121 et L 2122,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 113 et L 131,

Vu le Règlement du Domaine Public Routier du Département de la Moselle approuvé le 6 décembre 2018,

Vu le barème départemental des redevances du Domaine Public Routier de la Moselle adopté par l'Assemblée Départementale au cours de la 4ème Réunion Trimestrielle 2010.

VU l'arrêté départemental n°2025-005320 du 01/12/2025 portant délégation de signature.

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} - Autorisation d'occuper le domaine public et d'entreprendre les travaux

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le Domaine Public Routier et à réaliser les travaux énoncés dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Prescriptions générales

2.1 – Gestion des chantiers situés en agglomération

Le maire assurant la coordination des travaux à l'intérieur de l'agglomération, les travaux mentionnés ci-dessus ne pourront être exécutés qu'après obtention de son accord sur leur date de commencement et sur le délai d'exécution.

Si les travaux ont un impact sur la circulation routière et l'intervention étant située en agglomération, un arrêté de circulation sera impérativement sollicité auprès du maire afin de régler la circulation des véhicules lors de la réalisation des travaux.

2.2 – Gestion des chantiers situés hors agglomération

Si les travaux ont un impact sur la circulation routière et l'intervention étant située hors agglomération, un arrêté de circulation sera impérativement sollicité auprès de l'UTT de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS afin de régler la circulation des véhicules lors de la réalisation des travaux.

2.3 – Formalités préalables

Avant les travaux, il revient aux intervenants de remplir les récépissés réglementaires destinés à assurer la sécurité des personnes et d'éviter des dommages aux ouvrages concessionnaires, notamment la Déclaration de projet de travaux (DT) et la Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux (DICT) via le formulaire unique Cerfa n°14434*01. Les travaux objet du présent arrêté seront suivis au moyen de la fiche de liaison annexée (**Volets A et B**).

ARTICLE 3 – Prescriptions techniques

3.1 – Prescriptions générales

Le bénéficiaire devra respecter les prescriptions du Règlement du Domaine Public Routier du Département de la Moselle, et plus particulièrement le titre III.

3.2 – Signalisation du chantier

La signalisation de chantier est à la charge de l'entreprise, sous le contrôle du maître d'ouvrage, 24H/24 durant toute la période de travaux et jusqu'à la réception du chantier. Leur responsabilité pourra être recherchée en cas d'accident survenant par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Le dispositif mis en place sera conforme à la réglementation en vigueur, notamment la 8ème partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

ARTICLE 4 – Remise en état du domaine public routier et réception

4.1 – Contrôle de la conformité des travaux

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de voirie au terme du chantier, après réception de la fiche de liaison (document en annexe - **Volet B**).

La date de réception fera courir le délai de garantie de deux ans portant sur la bonne exécution des travaux, et plus particulièrement l'absence de déformation de surface de la voie et de ses dépendances et la bonne tenue de la couche de roulement (article 48-3 du règlement de voirie).

En l'absence de réception, le bénéficiaire demeure responsable des accidents qui pourraient survenir du fait de la réalisation de ses travaux.

4.2 – Remise en état du domaine public

D'une manière générale, tout ce qui aura été déposé devra être reposé à l'identique et toujours dans le sens de l'amélioration.

Après travaux, les accotements, trottoirs et chaussée seront refaits à l'identique.

ARTICLE 5 – Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son bénéficiaire est responsable tant vis-à-vis du Département de la Moselle que vis-à-vis des tiers, des accidents et dégradations de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de la présence de ses installations.

Il se doit d'entretenir l'ouvrage implanté sur le domaine public routier, à charge pour lui de solliciter l'autorisation préalable de l'UTT de SARREBOURG - CHATEAU-SALINS.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 - Redevance

L'occupation du domaine public routier résultant des travaux faisant l'objet du présent arrêté est soumise au paiement d'une redevance. Cette dernière sera calculée en appliquant le barème B4A - Télécommunications électroniques et télédistribution : Réseaux souterrains (Pour chaque fourreau comportant un câble ou pour chaque câble en pleine terre ou pour chaque fourreau vide) avec le(s) paramètre(s) suivants :

- Longueur fourreaux ou câbles : 64347 ml

Son montant sera actualisé chaque année. (Base 3106 euro(s) pour l'année en cours)

ARTICLE 7 – Validité de l'arrêté

En application de l'article 46 du règlement de voirie, les travaux devront être entrepris dans le délai d'un an à compter de la date du présent arrêté.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire. Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de la voirie, sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie pour une durée de 30 années à compter du 20/12/2024. En application du Règlement du Domaine Public Routier du Département de la Moselle, le renouvellement des autorisations d'occupation devra être demandé 3 mois avant leur date d'échéance.

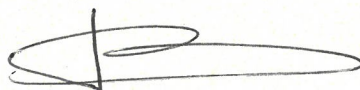
Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

ARTICLE 8 - Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG dans les 2 mois à compter de sa notification. Ce recours peut se faire via le site de téléprocédures www.telerecours.fr.

Fait à DIEUZE, le 30 avril 2026

Le Président du Département,
pour le Président et par délégation,
Adjoint au Chef de l'Unité Technique Territoriale de SARREBOURG-CHATEAU-SALINS



Hubert BLONDLOT

Les documents mentionnés dans le présent arrêté, dont le règlement du Domaine Public Routier sont disponibles sur le site www.moselle.fr (rubrique : démarches et services / routes / autorisations de voirie) ou auprès de l'UTT.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de l'UTT visée ci-dessus.